



# Ville du VAL

Place de la Libération  
83143 LE VAL

## ARRETE DE POLICE N°2016-60

### PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN DE 2<sup>ème</sup> CATEGORIE

MENTIONNE A L'ARTICLE L. 211-12 DU CODE RURAL

NOUS, GIRAUD Xavier, Adjoint au Maire de Le Val délégué à la sécurité,

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention, Police Municipale et Personnel Communal à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire ;

VU la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 modifiant et renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2,

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles, L. 211-11 et suivants, D211-3-1 et suivants, L223-10 et R. 211-5 et suivants,

VU l'arrêté Interministériel du 27 avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux,

VU l'arrêté n°10-009 du Préfet du Var, en date du 19 février 2010 fixant la liste départementale des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales prévue à l'article L. 211-14-1 du Code Rural,

VU l'arrêté n° 2011.013 du préfet du Var, en date du 26 janvier 2011 fixant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation à l'attestation d'aptitude portant sur l'éducation et le comportement canins, prévue au I de l'article L. 211-13-1 du Code Rural,

VU la demande de permis de détention présentée et la production des pièces annexées conformément aux exigences de l'article L211-14 du code rural et la pêche maritime,

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté de police annule et remplace l'arrêté municipal de Le Val N° 2016-56

### **ARTICLE 2 : PERMIS DE DETENTION**

Un permis de détention prévu à l'article L.211-14 du Code Rural et de la Pêche Maritime, est délivré à :

Nom : BENNASSER Prénom : Hayat

née le 11 juillet 1984 à Castelsarrasin (82)

Adresse ou domiciliation : 370 chemin de Laval 83143 LE VAL

Qualité : Propriétaire de l'animal ci-après désigné

Assuré au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : Animaux Santé

N° de contrat : AC2021015

Détentrice de l'attestation d'aptitude délivrée le : 24 mars 2016 délivré Mr BRETIGNIER Bernard sis

Saint Jean la Madeleine - Chemin du Thourar 83460 LES ARCS

Habilité par la préfecture du Var en date du 28 octobre 2009 - N° d'habilitation 2009/3

Pour le chien ci-après identifié :

Nom : Shakti's Dream Lucky dit « Lucho » De race American staffordshire terrier

Chien de 2<sup>ème</sup> catégorie

Identifié par puce électronique sous le N° : 250269606338651

Date de naissance : 28/03/2015 Sexe : MALE

Vaccination antirabique effectuée le : 05/08/15 et 26/08/15

L'évaluation comportementale du chien classant le chien au niveau : 1/4 de risque de dangerosité, effectuée le : 17 février 2016 par le Dr Monnerat Charles, vétérinaire à Brignoles (83)

Certifié exécutoire  
Vu la publication ou notification  
le 13/04/16

*[Signature]*



2016/060

**ARTICLE 3 :**

Le numéro et la date de délivrance du permis de détention sont mentionnés dans le passeport communautaire pour animal de compagnie du chien concerné, par le Maire ou son représentant.

**ARTICLE 4 :**

La validité de ce permis est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- la vaccination antirabique
- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- le respect des préconisations établies dans cette évaluation par le vétérinaire.

**ARTICLE 5 :**

Le permis reste valide tant que le détenteur n'entre pas dans les critères mentionnés dans l'article L.211-13 (personnes non habilitées à détenir un chien de 1ère ou 2e catégorie).

En cas de changement de commune de résidence, le permis doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile.

**ARTICLE 6 :**

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

**ARTICLE 7 :**

- Le chien dont les résultats de l'évaluation comportementale se situent au **niveau de risque 1/4**, ne présentant de ce fait par de risque particulier de dangerosité en dehors de ceux inhérents à l'espèce canine, doit en permanence être tenu en laisse et muselé par une personne majeure dès lors qu'il se trouve sur la voie publique, dans les lieux publics, dans les locaux ouverts au public, ou dans les transports en commun

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre, au titre de ses pouvoirs de police, toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).

Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

**ARTICLE 8 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

**ARTICLE 10:**

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, Le 8 avril 2016

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20160408-PM2016-60-AR \*

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2016

Publication : 11/04/2016



L'adjoint au Maire délégué,  
Xavier GIRAUD

*(Signature)*

Certifié exécutoire  
Vu la publication ou notification  
le 13/04/16